

**CETTE SEMAINE**

FOSSOYEURS DES SERVICES PUBLICS

BAYROU CRACHE DANS LA SOUPE

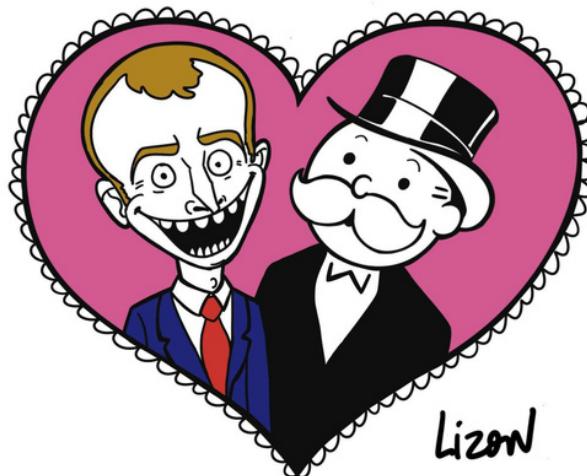
LA MACRONIE À LA DÉRIVE (SECTAIRE)

**ILS ONT OSÉ !****BAYROU CRACHE DANS LA SOUPE**

Panique chez les éditorialistes des chaînes d'info en continu la semaine dernière, tenus par le suspense insoutenable des dernières nominations au Gouvernement : **Bayrou ou pas Bayrou ?** L'homme qui murmure à l'oreille des députés MODEM, pressenti pour remplacer Oudéa-Castera à l'Education nationale a fait une sortie fracassante : "sans accord profond sur la politique à suivre, je ne peux pas accepter d'entrer au gouvernement." Bayrou qui n'a pas obtenu le ministère qu'il convoitait crache dans la soupe. Si le président du MODEM fustige la politique du Gouvernement, **qu'en est-il des 50 députés de son parti** qui siègent dans la minorité présidentielle ? **Sans eux, Macron aura du mal à trouver des majorités de circonstances à l'Assemblée, à moins de se tourner vers le RN...**

# LE BULLETIN CLOUET

Hadrien Clouet, député de la circonscription de la Haute-Garonne  
TOULOUSE - BEAUZELLE - BLAGNAC - CORNEBARRIEU - MONDONVILLE

**LES FOSSOYEURS DES SERVICES PUBLICS****CAMARADES DE CLASSE**

Lizon

annoncé dans son discours de politique générale, Attal compte diriger avec ses camarades de classe (sociale) : la politique pour les riches, par les riches, avec les riches. Néanmoins une bonne nouvelle, Amélie Oudéa-Castera quitte le ministère de l'Education nationale. Mauvaise nouvelle, elle est remplacée par **Nicole Belloubet**. L'ancienne Garde des sceaux avait fait polémique en défendant le **délit de blasphème**... de quoi faire trembler l'école laïque. Absent des premières annonces il y a un mois, nous pensions être privés de ministère du logement. Nous avions raison, puisque, comble du cynisme, le Premier ministre a choisi d'y nommer **Guillaume Kasbarian**. Celui qui a évolué pendant 8 ans dans des cabinet de conseil a fait adopter avec LR et le RN la loi "anti-squat" ayant pour but de faciliter les expulsions. Alors que 18% de la population française habite un logement insalubre, que plus de 300 000 personnes vivent dans la rue, Attal nous donne son avis sur la crise du logement : **il s'en fout**.

Le Premier ministre donne le ton. **Darmanin a donc lui aussi exprimé son avis sur les principes fondamentaux de la République : il s'en fout**. Gérald, qui flirte depuis un bout de temps avec l'extrême droite est passé à la vitesse supérieure en proposant la **fin du droit du sol à Mayotte**. Cette mesure ne résoudra en rien la crise que traversent les mahoraises et les mahorais, mais a pour **unique but de séduire le RN et ses partisans**. Pour finir en toute subtilité, **Aurore Bergé a elle aussi partagé son opinion sur le féminisme** : elle s'en fout. La ministre chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes souhaite **supprimer les subventions** à toutes les associations féministes "aux propos ambiguës concernant les attaques du 7 octobre". Autrement dit pour Aurore Bergé, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ou le combat pour l'égalité des sexes c'est oui, à condition de relayer la propagande de Netanyahu.

# LUTTE CONTRE LES DÉRIVES SECTAIRES



Cette semaine nous examinions en hémicycle le **projet de loi du Gouvernement visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires**. L'objectif est louable, mais le texte est carencé : **pas d'augmentation des moyens pour l'accompagnement des victimes, pas de prévention, uniquement de nouvelles dispositions pénales**. Pourtant il y a un an, les premières assises nationales de lutte

contre les dérives sectaires, initiées par la ministre Sonia Backès, marquaient **le début d'un grand travail collectif**. Tous les acteurs engagés dans cette lutte y étaient rassemblés : associations, victimes, experts, professionnels de santé, magistrats, élus, **afin d'aboutir à un projet de loi**. Mais la démission de Sonia Backès après sa défaite aux élections sénatoriales a **arrêté net tout ce qui avait été entrepris**. Ce qui devait être un travail transpartisan issu de concertations avec les acteurs de la lutte contre les dérives sectaires s'est donc transformé en **texte bâclé, uniquement porté par les macronistes**.

Comme à son habitude, **le clan Macron a refusé nos propositions : la prévention, la protection et l'éducation populaire c'est non**. Pourtant il y a urgence à agir : **entre 2020 et 2021, le nombre de saisines de la Miviludes a augmenté de 33%**. Internet a permis l'essor de nombreux "micro-gourous", sous couvert de "développement personnel" ou de pseudosciences. Face à ce phénomène nous proposons, entre autres, de lancer une campagne annuelle de sensibilisation. D'abord, aller à la rencontre du plus grand nombre pour les informer sur ces dangers : la prévention par l'éducation populaire. Ensuite, nous prônons la formation des professionnels de santé et de tous les acteurs concernés à ces questions pour permettre une meilleure prise en charge des victimes : détecter, accompagner et protéger. Dans le domaine médical, nous proposons également la signature de conventions de coopération entre la Miviludes et les agences régionales de santé, afin de faciliter la remontée des signalements. Enfin, nous devons intervenir sur l'offre de formation professionnelle (où pullulent les "chamans" du développement personnel) auxquelles risquent d'être livrées les victimes de France Travail. Encore une fois, le clan Macron a dit non à toutes nos propositions. Le projet de loi suscite pourtant de vives critiques, notamment en raison de sa rédaction précipitée : **le Sénat, le Conseil d'Etat et le Conseil national des barreaux dénoncent un texte sans portée et superfétatoire**. Un texte inefficace porté par une **ministre au passé trouble** sur ces questions, écrit par un mouvement qui a proposé à Bayrou (ami de la communauté des Béatitudes) d'être ministre, et dont le chef suprême Emmanuel Macron a reçu Tom Cruise (représentant de la Scientologie) à l'Elysée... La lutte contre les dérives sectaires n'est pas à prendre à la légère. **Nous sommes le camp du rationalisme et de la raison : le combat continue !**

# L'ASSEMBLÉE HORS LES MURS

## CESSEZ LE FEU !



Paris - 14 février : Impressionnant rassemblement devant l'Assemblée nationale pour **exiger un cessez-le-feu en Palestine**. La communauté internationale doit mettre un terme aux **massacres de l'armée israélienne qui durent depuis 4 mois**. Chaque jour, le risque de génocide se concrétise : **1,4 million de Palestiniens sont acculés et massacrés à Rafah**. Un seul mot d'ordre : **la paix et la justice !**

## JUSTICE POUR LES MÉDECINS ÉTRANGERS



Paris - 15 février : Les PADHUE (praticiens à diplôme hors Union Européenne) manifestaient devant le ministère de la Santé. Alors que l'hôpital public est en crise et que le manque de médecins est criant, plus de 2000 médecins PADHUE ont perdu leurs contrats de travail et n'ont plus droit d'exercer dans nos hôpitaux. Pire encore, ils et elles sont menacé.es d'OQTF : sans travail ils n'ont pas le droit de rester sur le territoire.

Cette injustice doit cesser : soutien aux médecins PADHUE qui font tenir l'hôpital public ! Pour les aider, leur pétition ici :



REJOIGNEZ-NOUS !

hadrienclouet.fr

facebook.com/HadrienClouet

@HadrienClouet

instagram.com/hadrienclouet